



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE

PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
AU N°85 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE

/BM
 APM 23/1472

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu l'arrêté ASG n°20.1304a en date du 6 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Philippe CUSSAC, cinquième adjoint,
 Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,
 Vu la décision de Monsieur le Maire DC N°22.906 en date du 23 décembre 2022,
 Vu la demande présentée par l'entreprise MEDIACO AQUITAINE SUD (établissement secondaire SIRET N°422 828 137 00105), sise 370 boulevard Alfred Daney à 33000 BORDEAUX, en date du 12 juin 2023,

A l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge pour lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : 85 boulevard de la République
- Surface : 50 M² (Mise en place d'une nacelle sur la chaussée, pour effectuer une intervention sur une antenne de téléphonie mobile)
- Durée : du 5 juillet 2023 au 6 juillet 2023

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Fait à ROYAN, le 26 juin 2023

Pour le Maire,
 et par délégation,
 Le Cinquième Adjoint

Philippe CUSSAC

Certifié exécutoire
 Compte tenu de l'accomplissement
 des formalités légales
 le 28 juin 2023



MISE EN LIGNE LE 28-06-2023

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMPARTIMENTÉ

MSEE - SG/CS
DC N° 21.001

AVANT DE SIGNER CE DOCUMENT, VOUS ÊTES INVITÉS À VOUS RENDRE COMPTES DE LA NATURE DES ENGAGEMENTS QUE VOUS ALLEZ CONTRACTER.

DECISION

Concernant les tarifs d'Occupation du Domaine Public
(Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux)

Le Maire de la ville de ROYAN,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2020, intervenue pour l'application des articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020 compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASQ N°20.1480 en date du 21 juillet 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Didier SIMONNET, Premier Adjoint au Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales.

Vu la décision en date du 18 mars 2019 (DC N°19/113) fixant les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux) rendue exécutoire le 20 mars 2019.

DECIDE

- de fixer à compter du 10 janvier 2022, les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux), comme suit :

o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure ou égale à 3 jours	44,30 €
o Forfait pour occupation inférieure ou égale à 15 jours	91,60 €
o Au-delà de ces 15 jours par m ² et par mois d'occupation	
- le 1 ^{er} mois	9,80 €
- le 2 ^{ème} mois	11,30 €
- le 3 ^{ème} mois	15,40 €
- le 4 ^{ème} mois	18,00 €
- à partir du 5 ^{ème} mois et les mois suivants	23,70 €
(au-delà de 15 jours, il sera fait application du barème par mois. Le calcul se fera au prorata tempore du nombre de jours réellement occupé)	
o Forfait pour occupation emplacement lors des déménagements (par jour)	16,50 €
o Forfait pour stationnement des véhicules lors des travaux	
- Inférieur ou égal à 7 jours	11,80 €
- Supérieur à 7 jours et inférieur ou égal à 21 jours	26,80 €
- Au-delà de 21 jours	1,00 € Par jour

- d'encadrer la recette correspondante au compte 79321 - Fonction 01 du Budget Communal

Certifié authentique
Compte rendu de l'accomplissement
des formalités légales
le 25 septembre 2021
Caroline Chabonne
Maire de Royan et
Par délégation de
Le Directeur Général des Services
NORBERT THOMAS

Pour le Maire,
et par délégation,
Didier SIMONNET

Fait à ROYAN, le 22 décembre 2021

Pour le Maire,
et par délégation,
Le Premier Adjoint,

Didier SIMONNET

